

cours de sa visite en Union soviétique, il a discuté avec les hauts fonctionnaires soviétiques de la possibilité que l'URSS entreprenne au moins des pourparlers en vue d'adhérer au traité de pêche du Pacifique Nord?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Non, monsieur l'Orateur.

### L'IMMIGRATION

#### L'ADMISSION AU CANADA DE PARENTS DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** J'ignore si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déjà répondu à cette question, mais il y a un grand nombre de personnes au Canada dont les parents se trouvent derrière le rideau de fer. Bon nombre de ces parents aimeraient émigrer au Canada mais jusqu'ici cela s'est révélé à peu près impossible. Le ministre a-t-il réussi à amener un rapprochement quelconque avec l'Union soviétique qui pourrait permettre à ces personnes de venir s'établir ici?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** La réponse est oui. Si le très honorable député veut bien se donner la peine de consulter la déclaration que j'ai faite hier, il verra que j'ai déjà traité de cette question.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je n'ai pas tout à fait compris.

**L'hon. Michael Starr (Ontario):** Les derniers chiffres disponibles sur l'immigration révèlent qu'environ 151 immigrants nous viennent des pays communistes chaque année. A-t-on laissé entendre que ce chiffre pourrait de beaucoup augmenter?

**L'hon. M. Martin:** Les députés se souviendront qu'il y a environ un an et demi, le premier ministre a communiqué avec M. Kossyguine le priant, pour des raisons humanitaires, de faciliter la réunion des familles au Canada. Par suite de cet appel, un nombre considérable accru d'immigrants ont pu venir au Canada.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Soixante-dix personnes.

**L'hon. M. Martin:** Non. Il y en avait beaucoup plus que 70. M. Kossyguine m'a fourni l'assurance que nous pouvions espérer qu'un plus grand nombre de gens soient autorisés à venir, par suite de la demande originelle du premier ministre que j'ai moi-même confirmée dans mes entretiens jeudi dernier.

**L'hon. M. Starr:** Soixante-dix en quinze mois, ce n'est pas beaucoup.

### LA TÉLÉDIFFUSION

#### LE MANITOBA—L'EXTENSION DU RÉSEAU

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert Simpson (Churchill):** J'ai une question à poser au secrétaire d'État. L'honorable représentante faisant plus tôt cette semaine la déclaration suivante au sujet du service de télévision de Radio-Canada:

Je devrais obtenir cette semaine les renseignements qui me permettront peut-être d'annoncer la date définitive d'entrée en vigueur du service dans le Nord du Manitoba.

Puis-je demander aujourd'hui à l'honorable représentante si elle a maintenant reçu ces renseignements?

**L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État):** Je ne mets pas d'ordinaire les députés au courant de mes rendez-vous, mais j'en ai un avec le président de Radio-Canada dans 17 minutes.

### LES TRANSPORTS AÉRIENS

#### LE RAPPORT SUR LES NORMES DU TRAFIC AÉRIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. David MacDonald (Prince):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Il y a quelque temps j'ai demandé au ministre quand nous pourrions attendre le rapport Robinson portant sur les salaires et le traitement d'un contrôleur de trafic aérien. Le ministre a dit qu'il tâcherait de savoir quand nous pourrions recevoir ce rapport, puisqu'on nous l'avait promis pour le mois de septembre.

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, le député disposait sans aucun doute d'une meilleure source de renseignements que moi, car lorsqu'il a posé sa question il semblait savoir qu'une partie du rapport du juge Robinson devait m'être remise, alors que personne ne m'en avait parlé. Le juge Robinson a choisi de faire son rapport en deux parties. La première partie a été reçue et a été transmise aux chefs des organismes du service civil dont relèvent les contrôleurs de trafic aérien. Nous leur avons donné à entendre que le gouvernement désire que toute la question doit être étudiée en bloc et que nous espérons recevoir sous peu l'autre partie du rapport.

**M. MacDonald:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. N'est-il pas vrai que l'Institut professionnel du service public du